

Le capital ne peut pas être supprimé

Voyons maintenant ce que nous proposons les socialistes? Ils nous proposent la nationalisation de tous les moyens de production, que l'Etat devienne le propriétaire du capital et le seul et unique patron. Mais, par la nationalisation des moyens de production, ils n'auront pas aboli le capital; ils en auront simplement changé le propriétaire; on ne peut pas supprimer le capital, parce qu'il est indispensable pour la production.

Supposons que la première mesure prise pour nationaliser les moyens de production, les usines, l'outillage, les machines, les chemins de fer, etc., soit leur confiscation par l'Etat. Je ne crois pas que cela puisse être proposé sérieusement par les socialistes, ni par personne; mais supposons un moment que, la confiscation ayant été effectuée, il n'existe plus de patrons particuliers. Cela ne supprimerait pas le capital. Les voies ferrées s'usent, l'outillage industriel, vieillirait et devrait être remplacé, et comment remédier à cette usure et remplacer la machinerie? Cela ne pourrait se faire qu'au moyen du travail employé à réparer les voies ferrées, à reconstruire les usines, et, pour accomplir ces tâches, le travail devrait être payé. Pour se procurer les ressources nécessaires, il faudrait donc faire des emprunts, gagés par le crédit de la nation tout entière et payer des intérêts sur ces emprunts. Ainsi donc, bien que temporairement et pour à peine quelques années, la confiscation des moyens de production eût fait disparaître les propriétaires particuliers du capital, cette situation ne saurait durer.

Depuis le moment même où l'Etat serait devenu propriétaire des moyens de production, leur usure aurait commencé et la nécessité de les reconstituer ferait que le capital ne saurait manquer de reprendre ses droits et de redevenir une charge pour l'entreprise.

Le patron ne peut être supprimé

Les socialistes n'auraient pas non plus supprimé le patron dont la rémunération dans l'état actuel, est une charge aléatoire. L'employeur serait tout aussi indispensable avec des industries nationalisées que lorsque ces entreprises étaient la propriété de particuliers; mais dans les nouvelles conditions, le patron—c'est-à-dire l'Etat—serait représenté par des délégués auxquels il faudrait verser des salaires fixes. De sorte que nous aurions obtenu ce simple changement, qu'au lieu d'avoir un patron dont la seule rémunération consistait dans le surplus (quand il y en avait) des sommes nécessaires à rémunérer le travail et le capital, nous en aurions un dont la rémunération obligatoire viendrait grever et augmenter les frais de production.

Nous avons encore à considérer la position du "travail". Nous avons vu que, dans l'état actuel des choses, le travail était rémunéré, qu'il y ait ou non des bénéfices de production, et nous avons vu aussi que, dans l'état de choses transformé, suivant le système proposé par les socialistes, le patron, représenté par les délégués de l'Etat, devait recevoir un salaire fixe, qu'il y ait ou non des bénéfices, et qu'il était devenu l'égal du travail en tant que représentant une charge fixe pour la production. Lorsque le moment viendrait d'établir la balance des comptes, dans ces exploitations industrielles nationalisées, les comptes ne pourraient être balancés qu'en augmentant le prix de vente des articles produits, et cela se ferait aux dépens du travail qui est toujours le plus grand consommateur. Les ouvriers formant la masse la plus considérable des acheteurs, il en résulterait que la valeur des salaires cesserait d'être effective, pour devenir nominale, car, bien que les salaires n'aient pas été réduits apparemment, leur pouvoir d'achat aurait diminué et, en conséquence, le travail recevrait moins en salaire effectif, bien qu'autant en salaire nominal. L'ouvrier aurait simplement changé de place avec le patron pour aggraver son sort, si on appliquait le système proposé par les socialistes.

Maintenant, considérons le cas du patron. Une direction, pour être réellement effective, doit être intéressée dans les résultats de la production. A l'heure actuelle, la direction, étant entre les mains de l'employeur, possède une qualité que l'on peut appeler "tempérament" et qui est produite par l'obligation où se trouve le chef d'encourir des risques. Cela lui inculque cette activité et cette vivacité d'esprit, ce mélange parfait d'audace et de prudence, cette appréciation des contingences, des possibilités et des opportunités qui constituent les facteurs qui conduisent à la réussite ou à l'insuccès.

Par contre, si le directeur recevait des appointements fixes, il cesserait d'éprouver cet état de tension de l'esprit, des nerfs, pour employer une expression courante, qui est essentielle à une bonne direction; il ne serait pas contrôlé par le travail parce que le contrôle du travail serait entre ses mains, il ne serait pas contrôlé non plus par le capital, parce que le capital constituerait une charge fixe de l'entreprise. Mais, devant être contrôlé par quelque corps effectif, tel qu'un conseil nommé ou élu dans ce but, le caractère de la direction serait totalement changé et, je crois pouvoir le dire, d'une manière qui n'améliorerait pas la situation du travail.

Le bénéfice gagné par les employeurs n'est pas considérable, si on le compare sur la totalité des industries du pays; si nous comprenons les entreprises qui, au lieu de réaliser des bénéfices, éprouvent

des pertes et que nous prenons la moyenne de l'ensemble, je crois pouvoir dire que les employeurs, pris en totalité, gagneraient plus d'argent comme directeurs recevant des appointements fixes, que sous le régime actuel, et que la production des marchandises ne serait pas meilleur marché, mais plus coûteuse avec le système revendiqué par les socialistes que sous notre système actuel, quelque imparfait et onéreux qu'il soit à plus d'un égard.

Opinion erronée concernant le rôle du travail

Il nous faut considérer maintenant un autre point, à savoir que le travail serait la source de toute richesse. Je crois que c'est Adam Smith qui, le premier, a émis ce sophisme; c'est une erreur absolue et qui a fait le plus grand mal possible. Supposons, cependant, que cette assertion soit vraie, il nous faudrait donc admettre que si, le travail produit toute la richesse, le travail devrait posséder toute la richesse, et que tout essai d'arracher au travail une portion de cette richesse serait un acte de rapine. Considérons, au moyen de ce que nous enseignent l'impôt sur le revenu, quelles sont les sources de la richesse existante, et quel montant nous obtiendrions si on les divisait également entre les 42,000,000 d'âmes de la population totale anglaise. La principale portion de la richesse que nous possédons dans ce pays, c'est le sol et le revenu produit par le sol. En tant que la propriété du sol constitue un monopole, il devrait être, la propriété de tous; mais, tandis que le sol fournit un revenu à l'entreprise privée, il n'y aurait plus de gain à en tirer s'il devenait la propriété du peuple; cependant, comme on prétend que dans tout pays libre tous les monopoles devraient appartenir au peuple, voyons ce que rapporterait celui-ci. Comme le montrent les rapports de l'impôt sur le revenu pour 1902 (les plus récents que j'ai pu me procurer), le revenu produit par le sol et l'occupation du sol s'élève à environ 70,000,000 de livres sterling (\$340,666,666).

Divisons maintenant ce moyen en parts égales entre tous les habitants du Royaume-Uni et, nous basant sur le principe que tout bon gouvernement doit avoir pour objet le bien de tous, emparons-nous du sol sans payer aucune indemnité à ses propriétaires actuels, confiscons-le, en un mot; cela produirait exactement 1 penny (2 cents) par jour pour chaque habitant, homme, femme ou enfant. Cela ne constituerait pas une bien grande fortune pour chacun, cela ne nous mènerait pas bien loin, et nul ne serait plus à son aise qu'actuellement parce qu'il recevrait 1 penny de plus par jour.

Passons maintenant aux propriétés bâties, et supposons que nous les confis-